

# Le Quotidien

www.lequotidien.sn

■ N° 6560 LUNDI 13 JANVIER 2025 ■ 21<sup>e</sup> ANNÉE - ISSN : 0851 7045 ■ Prix : 100 F

**TRAVERSESES**

Par Hamidou ANNE  
hamidou.anne@lequotidien.sn



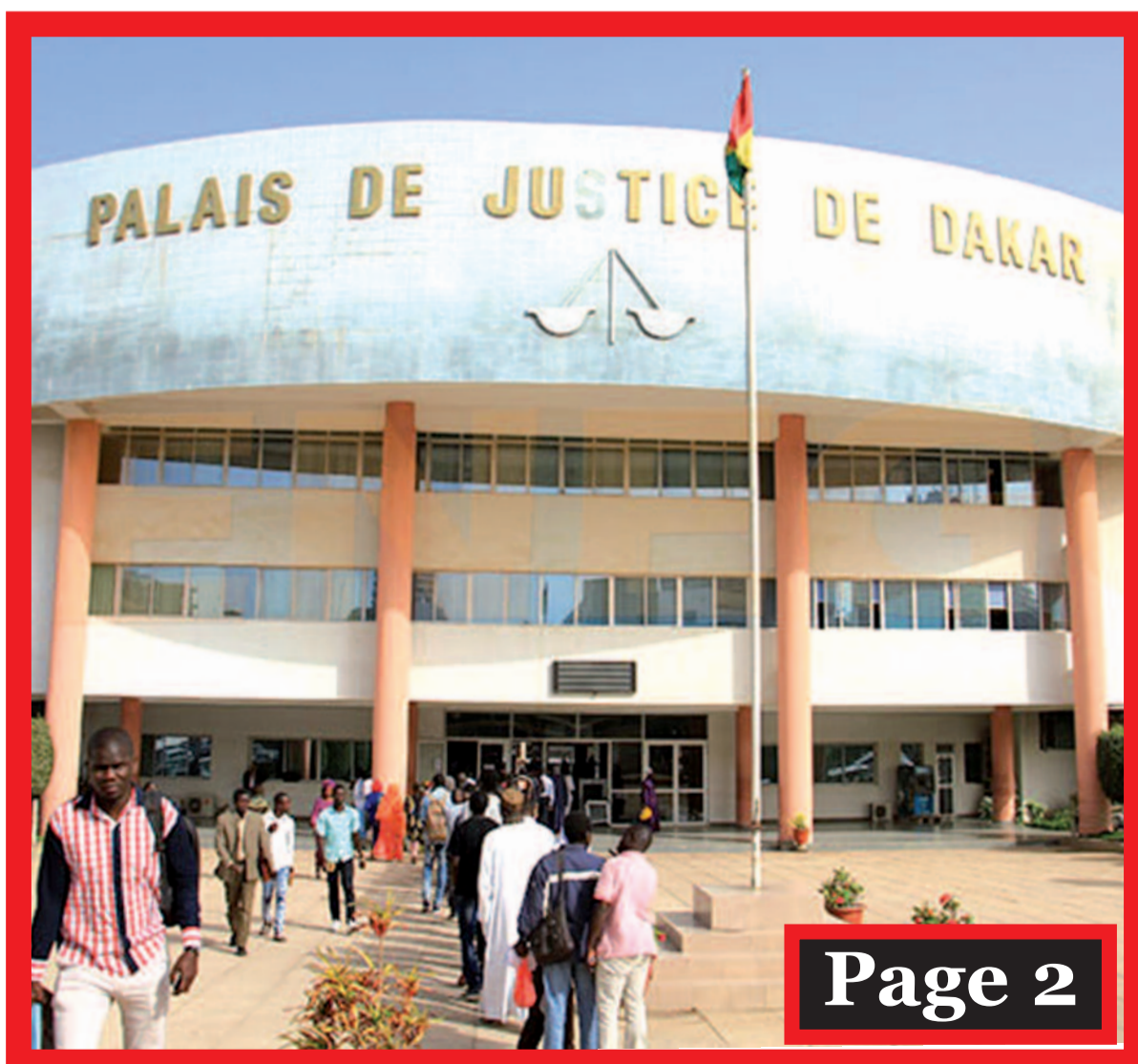
## Les diplomates de petit calibre

Page 3

Soupçons de blanchiment d'argent

# LE PARQUET FINANCIER SUR LES TRACES DE 125 MILLIARDS

● Il annonce l'ouverture d'une information judiciaire



Page 2

## LUTTE Le «Tigre de Fass» battu Zarko précipite la retraite de Gris Bordeaux

Page 11



## Enseignement supérieur Le Saes en grève, les Pats grognent

Page 4



## Visite du Pm en Mauritanie Sonko alléché par le gaz

Page 4



## Blocage des chantiers de Mbour 4 La plainte des victimes de la mesure

Page 2



Blanchiment de capitaux

# Le Parquet financier sur les traces de 125 milliards F



Dans un communiqué, le Parquet financier de la République, qui envisage l'ouverture d'une information judiciaire, a annoncé qu'il était sur les traces de 125 milliards F issus de supposés mécanismes de blanchiment par le truchement de sociétés-écrans.

L'info est tombée très tard dans la soirée d'hier pour balayer de la toile «un fake», qui circulait. Le Parquet du pool judiciaire financier est sur les traces de 125 milliards F Cfa. Selon son communiqué, il a été saisi récemment de plusieurs rapports de la Cellule de traitement des informations financières (Centif) qui sont en

cours de «traitement». «Ainsi, l'analyse d'un des rapports a fait ressortir des faits impliquant plusieurs personnes. Les investigations menées révèlent des mécanismes sophistiqués de blanchiment de capitaux par le truchement de sociétés-écrans qui auraient été utilisées pour des transactions suspectes d'une valeur estimée provisoirement à plus de 125 milliards F Cfa», détaille le procureur de la République financier. Qui ne donne pas de noms à ce stade de la procédure.

Le Parquet financier «envisage» l'ouverture d'une information judiciaire pour blanchiment d'argent et de capitaux, escroquerie portant sur les derniers publics, associations de malfaiteurs, corruption, trafic d'influence et abus de biens sociaux.

bskho@lequotidien.sn

## Direction des affaires religieuses Diomaye Faye veut l'élever au rang de Délégation des affaires religieuses et des cultes

Le président de la République, Bassirou Diomaye Faye, a exprimé, samedi à Louga, sa volonté d'élever la Direction des affaires religieuses et de l'insertion des diplômés en langue arabe au rang d'une Délégation des affaires religieuses et des cultes pour mieux institutionnaliser les relations entre l'Etat et la religion.

«Des mesures seront prises dans ce sens pour renforcer la Direction des affaires religieuses, en vue de l'élever au rang de Délégation des affaires religieuses et des cultes, mais aussi pour mieux accompagner les daaras», a dit le Président Faye.

Il effectuait une visite de courtoisie auprès du Khalife général de la famille omarienne de Louga, Thierno Bassirou Tall, dans le cadre de la 61<sup>e</sup> édition de la ziarra annuelle de cette famille religieuse.

Des autorités administratives de la région de Louga ainsi que des dignitaires religieux de la famille omarienne étaient présents lors de cette visite.

Il a expliqué que «cette institutionnalisation des relations entre l'Etat et la religion, est

une étape essentielle pour préserver l'exception sénégalaise et garantir la régulation sociale», avant de réaffirmer «l'engagement de l'Etat à renforcer ses liens avec les foyers religieux du pays».

Il a réaffirmé également à cette occasion son engagement à poursuivre le Programme de modernisation des cités religieuses, en s'appuyant sur les remarques et besoins exprimés par les chefs religieux.

Le chef de l'Etat a salué «le rôle du khalife de la famille omarienne dans la préservation des valeurs religieuses et sociales du Sénégal et sa détermination à assumer la lourde mission qui lui a été confiée».

Le Président Faye a, en outre, loué «le rôle des guides religieux dans la cohésion sociale et la stabilité du Sénégal», relevant que «le Sénégal, grâce à ses chefs religieux, a toujours su surmonter les périodes difficiles».

Il a sollicité des prières du khalife Thierno Bassirou Tall «pour la réussite de sa mission et celle de l'Etat».

Aps

## THIÈS Face à l'incertitude totale

### L'appel de détresse des populations de Mbour IV

«Les habitants de Mbour IV sont très fatigués. Ils vivent dans la promiscuité, dans l'incertitude totale depuis plus d'une trentaine d'années. Des pères de famille et mères de famille sont décédés laissant derrière eux une kyrielle de problèmes à leur progéniture. Des familles souffrent, endurent, peinent jusqu'à présent à recevoir leurs actes d'attribution. C'est vraiment frustrant. Cela a même affecté la cohésion sociale.» Ce cri du cœur émane du Collectif des occupants de Mbour IV, à Thiès, qui réitère son souhait au président de la République, Bassirou Diomaye Diakhar Faye, et au Premier ministre, Ousmane Sonko, de «respecter le principe de la continuité du service».

Par Cheikh CAMARA

Plus de 9 mois d'attente. Ce dimanche, les habitants de Mbour IV, à la faveur d'une grande Assemblée générale, suivie d'un point de presse, pour «mieux partager les nouvelles orientations de la gestion du foncier définies par l'Etat du Sénégal», se sont mis à genoux pour, juste, solliciter du Président Diomaye Faye et de son Pm Ousmane Sonko, un «traitement spécifique définitif» aux problèmes spécifiques qui taraudent leur esprit.

Le chargé de communication dudit collectif, Aliou Badji, rappelle que la spécificité du problème de Mbour IV mérite véritablement un traitement spécifique pour permettre à tous les occupants de réaliser le rêve d'avoir une maison. Le collectif, dans ses démarches pacifiques, participatives et inclusives, a toujours accompagné et aidé les autorités locales, administratives et les chefs de services techniques dans leurs missions de contrôle, de veille et d'alerte. Ce rôle de facilitateur joué avec courage, loyauté et dignité a permis aux techniciens du foncier de faire un travail remarquable au niveau du site déjà occupé.

Les habitants de la zone attirent l'attention du président de la République et de son Premier ministre sur la situation en cours dans cette zone : «Les problèmes de spoliations foncières ont été notés, évoqués exclusivement dans la zone réservée à la Nouvelle Ville de Thiès. Tandis que dans le site déjà occupé à restructurer et régulariser (135 ha) et celui réservé aux lotissements d'extension de Mbour IV (176 ha), aucune dérive ou pratique nébuleuse n'a été relevée ou signalée ; rien du tout.» Un acquiescement qu'ils demandent, solennellement, au président de la République de «consolider au

profit exclusif des populations de Mbour IV», rappelant que «le décret de déclassement de Mbour IV et celui de la Nouvelle Ville de Thiès n'ont pas les mêmes contenus. C'est totalement différent».

Il rappelle que Mbour IV a connu trois pathétiques séries de démolitions sur le même site sans avis préalable du service des Eaux et forêts, en 2009 ; de la mairie de Thiès-Ouest, en 2014 ; la Dscos, en 2021. Des «épisodes tristes, pathétiques, horribles», une «souffrance inédite». Aussi, il souligne que c'est à l'issue de cette douloureuse épreuve des démolitions de 2021 que le collectif, en parfaite collaboration avec les victimes, a engagé un huissier de justice pour recenser minutieusement les personnes impactées, suivi d'un rapport succinct établi à cet effet.

Malgré les séries d'arrestations, d'intimidations et de répressions tous azimuts, le collectif des habitants de Mbour IV, droit dans ses bottes, rappelle avoir porté la voie des négociations avec courage et détermination jusqu'à la prise de décision de l'ancien président de la République, Macky Sall, de signer le décret n°2022-1441 du 25 juillet 2022 portant déclassement de 484 ha de la forêt classée de Thiès pour les besoins de la régularisation de la situation des occupants de Mbour IV et d'harmonisation de l'urbanisation des zones polarisées. Cette superficie (484 ha) est répartie en trois sites et est bien délimitée par des coordonnées géographiques (UTM - WGS84 - 28N) : «le site déjà occupé à restructurer et régulariser (135 ha)» ; «le site réservé aux lotissements d'extension de Mbour IV (176 ha)» ; «les sites réservés à l'extension de la Zac de Thiès (173 ha) traités au niveau de l'Urbanisme».

Par Sucre-Salé



## L'art de nuire à une réputation

Nous vivons l'époque de l'information fast-food. A peine sortie, une «info» est consommée et rejetée sans être digérée. Mais elle aura eu le temps de faire des dégâts. C'est ce qui s'est passé hier. Un communiqué ayant l'apparence de l'officiel, fait circuler le bruit d'un supposé blanchiment d'argent, qui impliquerait une personnalité de l'opposition, membre de l'Assemblée nationale. Quand les rédactions s'apprentent à faire leurs manchettes sur le bruit, un autre communiqué, tout ce qu'il y a d'officiel, avec le cachet des autorités, vient modifier les données, en éliminant le nom du dignitaire impliqué. Mais pour ce dernier et ses proches, le mal est déjà fait. L'art de détruire une réputation, sans donner l'impression de le vouloir.

Pour donner suite aux dispositions réglementaires de gestion de l'assiette foncière, la Commission régionale de conservation des sols, composée de la Gouvernance, de la Préfecture, des collectivités territoriales et de tous les chefs de service technique (Urbanisme, domaines), avait impliqué positivement les membres du Bureau exécutif du Collectif des occupants de Mbour IV dans le processus et la dynamique de restructuration et de régularisation du site déjà occupé et celui réservé aux lotissements d'extension de Mbour IV qui couvrent respectivement 135 hectares et 176 hectares.

C'est ainsi que des stratégies participatives et inclusives ont été mises sur pied pour faciliter l'activité dévolue aux techniciens du foncier : «l'exploitation du Plan général de lotissement de Mbour IV dans les 135 ha ciblés» ; «l'identification des détenteurs de lettres d'attribution et d'actes de vente dans la Zone du lotissement de 2006 pour un éventuel recasement dans les 176 ha dédiés» ; «le recensement, dans la transparence, de tous les propriétaires terriens (maisons habitées, maisons en construction, les peines et soins ou encore les espaces appelés terrains nus)»...

Maîtrisant bien la configuration de cette partie de terre déclassée, le collectif des occupants de Mbour IV avait fait un pré-recensement couvrant la zone du lotissement de 2006, celle des maisons démolies qui n'ont pas été prises en compte par l'Huissier de justice et la partie nouvellement lotie allant jusqu'au quartier Route de Dakar-Extension pour permettre aux services techniques de mieux asseoir les fondamentaux de leur plan de travail préalable.

Correspondant

## TRAVERVERSES

Par Hamidou ANNE - hamidou.anne@lequotidien.sn

## Les diplomates de petit calibre

Lors de son allocution à la Conférence des Ambassadeurs français, Emmanuel Macron a évoqué le sujet des relations avec les Etats africains sur un ton désinvolte et méprisant. Traiter le sujet sensible de la présence militaire française en Afrique sans beaucoup de délicatesse a provoqué l'ire au sein des opinions publiques de nombreuses capitales africaines.

Pour rappel, tout ceci nous vient de l'instrumentalisation de la relation à la France des élites africaines, de la défiance croissante des citoyens, ainsi que des revendications de souveraineté et de relations équilibrées.

La coupe est pleine si l'on y ajoute les campagnes de désinformation des relais locaux de Moscou, histoire de renforcer la fibre de l'anti-France qui a germé au cœur de nos sociétés.

Précision utile : si le ton est condamnable, le propos en lui-même n'est pas totalement dénué de sens. N'eut été l'intervention de l'Armée française dans le cadre de l'opération Serval en janvier 2013, les groupes armés terroristes auraient sans doute pris Bamako et imposé la Charia comme ils l'avaient réussi dans le Nord du Mali.

Je renvoie aux articles de presse de l'époque et même au cinéma et à la littérature avec l'excellent film de Abderrahmane Sissako, *Timbuktu*, et le brillant roman de Mbougar Sarr, *Terre Ceinte*. Je me souviens de la liesse qui a accueilli François Hollande à Bamako, en février 2013 ; lui-même, ému ou juste feignant l'émotion, avait déclaré vivre le plus beau jour de sa carrière politique. Je ne reviens pas sur les bébés nés cette année-là et prénommés François Hollande...

Sur ce point et uniquement sur ce point précis, Macron a raison. En revanche, il nuance la vérité : l'ambition de la France n'était pas une fermeture totale des bases et un départ définitif de ses troupes, mais une reconfiguration de la présence militaire française en Afrique à travers un schéma plus ou moins précis.

Le 24 octobre 2024, le quotidien *Le Dakarois* révélait que l'Armée française se préparait redimensionner ses effectifs dans ses différentes bases africaines dont celles du Sénégal, dans la foulée des retraits progressifs entamés en 2007 sous Wade.

Etaient concernées les bases d'Abidjan, de Libreville, Ndjamen et Dakar. Djibouti, au regard de l'enjeu stratégique qu'est l'Indo-Pacifique, n'était pas concerné. Il était question, selon des informations rapportées par *Le Monde*, de «*conserver une centaine de militaires au Gabon (contre 350 alors), autant au Sénégal (contre 350) et en Côte d'Ivoire (600 auparavant) ainsi que quelque 300 au Tchad (contre 1000)*».

Autres points saillants du rapport : le passage sous commandement commun de la France et du pays concerné de la base et la transformation des emprises, accompagné d'une éventuelle mutualisation avec les Américains ou d'autres membres de l'Otan pour des missions de formation avec les armées locales. Toutes ces informations sont contenues dans le rapport Jean-Marie Bockel, ancien ministre sous Nicolas Sarkozy, à qui le gouvernement français a confié une étude concernant les bases militaires. Pour la petite histoire, le fils de l'ancien sénateur, Pierre-Emmanuel Bockel, officier au sein du 5<sup>ème</sup> Régiment d'hélicoptères de combat de Pau, est mort en opération en novembre 2019 au Mali.

Dans la mise en œuvre de sa mission, Jean-Marie Bockel a rencontré les autorités des pays concernés sauf celles du Sénégal dont l'agenda politique et électoral a abouti à un changement de gouvernement. Ses différentes requêtes pour rencontrer les nouveaux dirigeants sénégalais ont toutes reçu une fin de non-recevoir dont les justifications ne sont pas nécessaires de rappeler ici.

En France, les diplomates poussent depuis longtemps pour une

fermeture des bases, contrairement aux militaires qui, eux, sont partisans de leur maintien. Il faut dire que, traditionnellement, les priorités des deux mamelles de la capacité de projection française à l'international que sont le Quai d'Orsay et l'Hôtel de Brienne sont souvent en dissonance.

L'un dans l'autre, la présence militaire française telle qu'elle se configure actuellement, s'achève.

La base d'Abidjan a été rétrocédée aux autorités ivoiriennes dans le cadre de négociations saines et apaisées. Alassane Ouattara, en homme d'Etat sérieux, expérimenté et pragmatique, en a fait l'annonce lors de son discours de la Saint-Sylvestre. Il n'a pas fait recours aux arguments populistes et aux propos outranciers.

Auparavant, le Tchad, fin novembre, a publié un communiqué pour dénoncer les accords de Défense qui le liaient à la France. Depuis, le retrait se déroule sereinement.

Au Sénégal, l'annonce a été plusieurs fois réitérée par les dirigeants du parti populiste autoritaire au pouvoir, d'une fin de la présence militaire «étrangère» sur le territoire national.

Dans son discours cité plus haut, Macron annonce la couleur de la nouvelle diplomatie française en Afrique, qui, hélas, est passée inaperçue à cause de la polémique. Il y évoque la volonté de changer les «lunettes» de la France sur l'Afrique. En français facile, il s'agit moins de se consacrer à l'exportation de la culture, de la langue et des valeurs que de se réorienter dans le business pour remporter des parts de marchés ; ceci dans un contexte où le premier investisseur en Afrique est la Chine.

Preuve peut-être d'un renversement progressif d'alliance, Paris a accueilli récemment le Président nigérian Tinubu, le prochain sommet France-Afrique se tiendra cette année pour la première fois dans un pays anglophone, au Kenya.

La France perd ses positions partout en Afrique. Les critiques des opinions publiques fusent autour des questions mémorielles, du Cfa, des bases militaires et de l'arrogance française sur le continent ; la France a jusque-là regardé l'Afrique francophone avec les yeux du passé, se contentant d'un certain statu quo. Désormais, en plus d'une résurgence du discours souverainiste, la manipulation sponsorisée par le Kremlin a provoqué une perception négative de Paris auprès notamment des jeunes africaines.

Ma conviction est que la relation entre la France et ses partenaires africains peut être réinventée autour de nouveaux paradigmes de respect mutuel et d'équilibre concerté. Nous sommes liés par une histoire douloureuse mais avons un futur en commun à bâtir.

Les dirigeants africains ont un devoir de vérité vis-à-vis de leurs opinions publiques. Taper sur la France au quotidien ne saurait être une politique digne des attentes nombreuses en matière d'éducation, de santé ou d'emploi.

Des dirigeants médiocres trahissent un complexe d'infériorité vis-à-vis de la France et jouent sur la rente de l'anticolonialisme, aidés en cela par des intellectuels dont la vie des idées se résume à critiquer Paris en tous lieux et toutes circonstances.

Aller sur les réseaux et rédiger de longues phrases creuses aux allures pamphlétaires et brandir la rengaine victimaire tiers-mondiste ne peuvent justifier les 840 milliards de francs Cfa de déficit en huit mois d'exercice. La démagogie et le ridicule consacrent cette manière de bander les muscles sur Facebook en vue de s'attirer les vivats de la foule, pour ensuite compter sur les sapeurs-pompier français quand une passerelle tombe en pleine capitale. La diplomatie est une affaire trop sérieuse pour être résumée à des fanfaronnades sur les réseaux sociaux ou à des gesticulations de gens de très petit calibre.

DIPLOMATIE Visite du Premier ministre à Nouakchott

## Sonko suit l'odeur du gaz

**Accompagné de plusieurs ministres, Ousmane Sonko, qui ne dissimule pas sa volonté de réexaminer les contrats stratégiques conclus par les anciennes autorités, est arrivé hier en Mauritanie pour évoquer plusieurs questions, mais le Gta est au cœur de son agenda.**

Par Bocar SAKHO

Arrivé hier en début d'après-midi dans la capitale mauritanienne, Ousmane Sonko a un menu chargé pour cette visite de trois jours. Mais, l'essentiel des rendez-vous et des activités du Premier ministre sénégalais se déroule ce lundi et demain avec des réunions bilatérales aux ministères des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Transports, des Pêches et surtout de l'Energie. D'après un canevas du déroulé de la visite, de la Direction du protocole de la Primature mauritanienne, il

est prévu des échanges sur le projet d'accord instituant un secrétariat sénégal-mauritanien pour la coopération et le développement, sur la migration irrégulière, notamment les conditions de séjour et d'établissement des Sénégalais sur le sol mauritanien et la future exploitation du pont de Rosso, de la pêche, une rencontre avec le patronat mauritanien et des Sénégalais établis en Mauritanie.

Mais, le point le plus important sera surtout l'exploitation du champ gazier commun de Grand tortue Ahmeyim (Gat) dont le first gas a été annoncé le 31 décembre dernier. Prévue en grande pompe, son annonce a été célébrée comme un simple événement avec la publication d'un communiqué conjoint des ministres de l'Energie du Sénégal et de la Mauritanie. Cette visite du Premier ministre, accompagné de Yacine Fall, de Jean-Baptiste Tine, de Birame Soulèye Diop, de Yacouba Diémé et de Fatou Diouf, suit celle du chef de l'Etat, qui avait réservé son premier voyage à Nouakchott. A l'époque, une renégociation de

l'accord signé avec Bp concernant l'exploitation du champ gazier Gta a été fortement discutée lors de la visite du Président Diomaye Faye en Mauritanie. Surtout que Sonko est la cheville ouvrière de cette volonté de réexaminer ce contrat avec les deux géants des hydrocarbures.

Il faut savoir que l'examen «des contrats conclus» dans les secteurs dits stratégiques est en cours. Il a été instauré par l'arrêté primatorial n° 011772 du 30 juillet modifiant celui du 3 juillet. La Commission d'examen est composée d'un représentant de la Présidence, de trois de la Primature, deux du ministère de l'Energie, du pétrole et des mines, de quatre du Budget. Sans oublier la présence de plénipotentiaires de la Sar, du Cos-Petrogaz, de Pétersen, entre autres. Il faut rappeler que les membres de la Commission sont désignés par un arrêté du Premier ministre.

L'extraction du first gas a été plusieurs reportée, à cause des retards notés dans la mise en œuvre du projet gazier. Ce projet devrait produire environ



2,3 millions de tonnes de Gaz naturel liquéfié (Gnl) par an. Et ce, pendant plus de 20 ans, permettant ainsi à la Mauritanie et au Sénégal de devenir une importante plateforme du Gnl au niveau mondial. Le gaz sera produit à partir de réservoirs situés en eau profonde (à environ 120 km des côtes), via un système sous-marin et jusqu'à l'Unité flottante de production, de stockage et de déchargement (Fpso), qui traitera initialement

le gaz en éliminant les composants d'hydrocarbures plus lourds.

Le gaz sera ensuite transporté par gazoduc vers la l'Unité flottante de gaz naturel liquéfié (Flng), située au niveau de la plateforme de Gta, où il sera refroidi par cryogénie dans les quatre trains de liquéfaction de l'unité flottante, puis stocké avant d'être transféré vers des méthanières. Le Flng Gimi peut stocker jusqu'à 125 000 m<sup>3</sup> de Gnl.

ENSEIGNEMENT SUP Perturbations en vue dans les universités

## Le Saes en grève, l'intersyndicale des Pats hausse le ton

**Il n'y aura pas cours lundi et mardi dans les universités publiques. Le Saes, pour dénoncer la non-réversion des pensions de retraite aux ayants cause des enseignants-chercheurs et chercheurs décédés, a décrété un mot d'ordre de grève de 48 heures. Au même moment, l'intersyndicale des Pats déplore le non-respect des engagements pris par le ministre de l'Enseignement supérieur et menace de recourir aux moyens légaux de lutte pour se faire entendre.**

Par Dieynaba KANE

Les universités publiques sénégalaises vont renouer avec les perturbations. Le Syndicat autonome de l'enseignement supérieur (Saes) a décrété «un mot d'ordre de grève de 48h le lundi 13 et mardi 14 janvier pour exiger, au nom de la continuité de l'Etat, l'application du décret modifiant le décret numéro 2020-1788 du 23 septembre 2020 portant création d'une allocation spéciale de retraite au profit des enseignants-chercheurs titulaires des universités examinées et adoptées lors du Conseil des

ministres du 28 février 2024». Les membres de cette organisation syndicale dénoncent ainsi «la non-réversion des pensions de retraite aux ayants cause des enseignants-chercheurs et chercheurs décédés, malgré l'élargissement de l'assiette de cotisation pour la retraite, l'introduction d'un régime complémentaire, l'augmentation de la charge de statutaire de chaque enseignant de 20%, sans rémunération supplémentaire». Dans la même veine, ils fustigent «les alertes multiples au gouvernement depuis bientôt 5 ans». Le Saes fait également savoir qu'il va déposer «un préavis de grève ce lundi 13 janvier 2025».

**Les Pats dénoncent le non-respect des engagements pris par la tutelle**

L'Intersyndicale des personnels administratifs, techniques et de service (Pats) des universités, qui dénonce également le manque de réactivité du ministère de l'Enseignement supérieur par rapport aux engagements pris, menace de «recourir à toutes les mesures légales pour trouver une issue résolutive à leurs revendications». Dans un document, l'intersyndicale rappelle avoir «rencontré le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, le 27 septembre 2024, pour étudier la plateforme revendicative déposée sur sa table le 3 août 2024». A la sortie de cette rencontre, soulignent les auteurs du communiqué, «l'au-

torité avait pris certaines décisions, avec trois points à résoudre dans l'immédiat sur instructions à donner aux chefs d'établissements universitaires et d'autres points étaient à inscrire dans les termes de référence des Assises nationales sur l'enseignement supérieur».

Les membres de cette organisation syndicale constatent, pour le regretter, «qu'en dépit des engagements pris par le ministre de l'Enseignement supérieur, aucune avancée significative n'a été notée à ce jour, nonobstant les courriers et appels de relance adressés à lui (le ministre) et ses collaborateurs».

En outre, ils fustigent cette «attitude incompréhensible» de la tutelle qui «constitue non seulement un manque de considération notoire à l'endroit des Pats des universités, mais ne milite nullement en faveur de la pacification de l'espace universitaire».

Les syndicalistes, qui réaffirment «leur engagement et leur détermination» à mener la lutte «pour trouver une issue résolutive à leurs revendications», invitent «les autorités étatiques à intervenir dans les plus brefs délais».

Par ailleurs, l'intersyndicale des Pats annonce la tenue d'assemblées générales d'information dans tous les campus universitaires du Sénégal, en attendant l'ouverture de «discussions sérieuses, responsables et décisives».

dkane@lequotidien.sn

## Grossesses en milieu scolaire Le Sels/A gonflé de colère

Les statistiques, publiées par le Groupe pour l'étude et l'enseignement de la population (Geep) sur les cas de grossesse en milieu scolaire en 2024, inquiètent le Syndicat des enseignants libres du Sénégal/Authentique (Sels/A). Selon ce syndicat, «ce document met en lumière une situation préoccupante concernant les grossesses précoces en milieu scolaire, qui nécessitent des actions urgentes et concertées». Le syndicat détaille les «chiffres choquants» : «En 2024, un recensement a été effectué dans 1332 établissements publics du moyen-secondaire, représentant 85% de la carte scolaire. Ce travail a révélé 1202 cas de grossesses chez des élèves âgées de 12 à 19 ans, répartis comme suit : les académies les plus touchées incluent Fatick (166 cas, soit 13,81%) et Ziguinchor (157 cas, soit 13,06%).

Des chiffres également élevés sont relevés à Sédhiou (134 cas, soit 11,15 %), Tambacounda (100 cas, soit 8,32%) et Kolda (91 cas, soit 7,57%). Certaines régions, telles que Dakar/IA, enregistrent des chiffres plus faibles (7 cas, soit 0,58%), mais cela ne réduit en rien la gravité de la situation globale.»

Comment expliquer cette situation ? Le Sels/A parle d'une crise multidimensionnelle, qui arrive dans un contexte marqué par «l'absence de sensibilisation suffisante : la sexualité reste un sujet tabou dans de nombreuses communautés, empêchant une éducation adaptée et préventive». Il enchaîne les explications : «Les failles dans l'encadrement scolaire et familial : une surveillance insuffisante et un manque de dialogue favorisent

ce type de situation, la précarité socio-économique : dans certaines régions, les inégalités exposent davantage les jeunes filles à des comportements à risque, l'impact des conditions scolaires : les longues distances pour rejoindre les écoles ou l'absence d'internats sécurisés exacerbent les risques.» Quelle est la position du syndicat ? Le Sels/A «condamne fermement ces chiffres alarmants qui constituent un frein au développement éducatif des jeunes filles et à leur avenir», exige «une prise de responsabilité immédiate de l'Etat et des collectivités locales pour instaurer des programmes de sensibilisation sur la santé sexuelle et reproductive». Le syndicat appelle à «un renforcement de la protection des élèves en milieu scolaire, notamment à travers la sécurisation des établissements et des trajets scolaires», à «l'éducation à la santé reproductive dès le cycle moyen avec l'implication des enseignants, des Ong et des leaders communautaires». Puis, il encourage la «mise en place des centres de conseil et d'écoute dans les établissements pour offrir un accompagnement psychologique et social», «l'autonomisation des jeunes filles, notamment par l'accès aux bourses scolaires et la lutte contre le mariage précoce» et l'implication de «la justice pour sanctionner tout adulte responsable d'une grossesse chez une mineure scolarisée». En outre, le Sels/A réitère «son engagement dans la lutte pour un environnement scolaire sain et sécurisé, où chaque élève, en particulier les jeunes filles, peut apprendre dans la dignité et aspirer à un avenir prometteur».

**DÉCISION** Immixtion du Pm dans la gestion des Finances publiques

## Pape Malick Ndour parle d'«incohérence» et d'«inefficacité»

**L'immixtion du Premier ministre, Ousmane Sonko, dans la gestion des Finances publiques n'est pas du goût de l'ancien ministre de la Jeunesse, Pape Malick Ndour. Ce dernier s'en est exprimé hier à l'émission «Le Grand Jury» en listant les impacts négatifs sur l'efficacité de l'Administration.**

Par Amadou MBODJI

Ancien ministre de la Jeunesse, Pape Malick Ndour n'approuve pas la décision qui consiste à impliquer désormais le Premier ministre, Ousmane Sonko, dans la gestion des Finances publiques. Pour justifier sa position, l'ancien ministre sous le régime de Macky Sall voit cette implication du Premier ministre comme une entrave aux missions du ministère des Finances et du budget. Il s'exprimait hier sur les ondes de la Radio Futurs Médias au cours de l'émission «Le Grand Jury» où l'ancien ministre de la Jeunesse, de l'entrepreneuriat et de l'emploi était l'invité.

M. Ndour estime que la validation des dépenses d'investissement relève, en effet, du rôle du ministère des Finances. «Au niveau du ministère des Finances, il y a un comité qu'on appelle le comité de modulation des dépenses qui, en principe, joue le rôle de conseiller du ministre, chaque fois qu'il faut moduler les dépenses», fait savoir Pape Malick Ndour.

Cette décision du chef du gouvernement de s'immiscer dans la gestion des Finances publiques constitue, selon lui, une entrave au budget-programme.

«On nous a toujours vendu un budget sincère, un budget qui, aussi bien en recettes qu'en dépenses, reflète vraiment une sincérité extraordinaire. Donc, pourquoi valider les dépenses d'investissement, si la sincérité de ton budget garantit des ressources suffisantes et bien estimées ?», s'interroge celui qui est aussi président du Conseil départemental de Guinguiné.

Economiste de profession, M. Ndour en est arrivé au diagnostic selon lequel il y aura une «lourdeur administrative» que cela va causer en parlant toujours de l'implication du Pm dans la gestion des Finances publiques qui, selon lui, va

«nuire» à l'efficacité de l'Administration. «Dans le budget-programme, il y a une responsabilisation accrue des responsables de programme qui héritent de la fonction d'ordonnateur des dépenses. En centralisant la validation des dépenses d'investissement, je pense que nous risquons de nuire à l'efficacité des gestionnaires de programme, de freiner la décentralisation des responsabilités, de réduire la flexibilité et l'adaptabilité nécessaires dans un système axé sur les résultats», prévient



le membre fondateur de l'ancien parti au pouvoir, Alliance pour la République (Apr).

Le communiqué du Conseil des ministres, qui rendait compte de la réunion hebdomadaire du mercredi 8 janvier dernier informait, en effet, que

«Le Premier ministre a décidé que toutes les dépenses d'investissement seront validées à son niveau. Un tableau prévisionnel des opérations financières de l'Etat sera soumis par quinzaine».

ambodji@lequotidien.sn

**DÉCLARATION** Elimane Haby Kane sur la primauté du parti Pastef sur l'Etat

## «Nous sommes en train de vivre un retard de 60 ans»

**Il y a un projet politique...Mais il y a aussi un appareil qu'on appelle «l'Etat». Pour Elimane Haby Kane, bien sûr, on peut avoir un projet politique, mais il faut justement un distinguo entre l'action du parti politique et les responsabilités républicaines liées à l'exercice du pouvoir. Président du think tank Legs-Africa, il indique qu'un projet politique porté par un parti doit devenir, une fois élu, un «projet national», accessible à tous les citoyens, indépendamment de leur appartenance politique.**

Par Ousmane SOW

Elimane Haby Kane jette son regard sur les rapports que les responsables du parti au pouvoir, Pastef, ont avec l'Etat, depuis leur arrivée aux affaires. Interrogé hier sur la radio privée Sud Fm dont il était l'invité de l'émission «Objection», le président du Think-tank Legs Africa ne s'est pas fait prier pour livrer une analyse sans complaisance sur la primauté du parti Pastef sur l'Etat. Ainsi, ce responsable de la Société civile déclare à ce sujet : «Oui, on peut avoir un projet politique pour dire que voilà le Sénégal que nous voulons. C'est comme ça que notre démocratie est organisée. Mais ce projet, on le propose aux Sénégalais pour qu'ils l'acceptent. Ceci n'a rien à voir dans une démocratie moderne comme celle à laquelle nous aspirons. A dire que ce projet, c'est mon projet, c'est moi qui l'applique au détriment de tout le reste. Parce que déjà, un premier facteur qui fait la différence, c'est que ce n'est pas seu-

lement les membres d'un parti politique qui élisent le président de la République. Tout le monde sait que les partis politiques dans ce pays peuvent avoir une force de frappe comme c'est le cas de Pastef, il faut reconnaître cela. Mais si seulement ce sont les militants de Pastef qui allaient voter, je ne pense pas que leur candidat serait Président.»

Elimane Haby Kane pointe un manque de rupture entre posture partisane et gestion républicaine. «Il n'y a pas cet élément de distanciation qui devrait être l'élément de rupture par rapport à une posture partisane et à une nouvelle posture républicaine. Pour gouverner, il faut de l'équité, il faut des lois impersonnelles, des institutions impersonnelles et que tout le monde devrait être considéré au même pied en tant que Sénégalais. Du moment où on élit un Président, le projet devient un projet républicain national. Et le président de la République, il est le président de tous les Sénégalais, et c'est à lui que revient cette responsabilité de définir la politique de la Nation. Mais pas au président du parti au pouvoir. Voyez-vous ? Déjà qu'il y a cette différence, et que justement, ce même parti, ayant compris cela dans sa constitution, avait prévu qu'une fois élu, le président de la République, fut-il le chef du parti, doit démissionner. C'est donc assez clair qu'on ne peut pas gérer le pays, l'appareil d'Etat et les institutions sur la seule base, sur l'unique logique partisane. Ça c'est incohérent même par rapport au parti Pastef lui-même», explique-t-il. Analysant cette situation, il a souligné que cette confusion renvoie à des pratiques du passé, comparables à celles des débuts de l'indépendance. «C'est une situation préoccupante et difficile à gérer. Tout changement doit être une évolution. Mais

on se rend compte que par rapport aux faits, c'est comme si nous sommes en train de vivre un retard de 60 ans, ce qui n'est pas acceptable pour une société qui aspire au progrès. Vous vous rappelez bien, dans les rapports entre Senghor et Mamadou Dia, le fond du problème, c'était la priorité du parti sur l'Etat...Et donc, je pense qu'il y a un problème, un malentendu, qu'il faut rapidement régler», enchaîne Elimane Haby Kane, en estimant que le parti Pastef semble lui-même dépassé par l'élan populaire et l'usage des réseaux sociaux. Cependant, face à cette confusion entre parti et Etat, le président du think tank Legs-Africa appelle à un retour aux principes républicains et au respect des institutions.

«A ce niveau, tout le monde est débordé, y compris les responsables du parti. Vous voyez les réactions, ça se fait à travers les réseaux sociaux. Des gens qui ont des charges régaliennes donc républicaines, mais qui se comportent dans une logique purement partisane et parfois même en contradiction avec la logique suprême définie par le chef de l'Etat. Il faut dépasser ça rapidement et revenir sur l'orthodoxie et aux principes de la République. Et si on tient à la stabilité républicaine et institutionnelle, il faut un minimum de respect», a-t-il laissé entendre. Toutefois, il élargit son analyse à une critique des partis politiques sénégalais en général, qu'il accuse de dévier de leur mission première, à savoir former des citoyens responsables. «Les partis politiques sont les premières institutions qui ne respectent pas la loi. Ils ont dévié depuis longtemps leurs missions de formation à la citoyenneté de leurs membres. Et dans ce pays, depuis un certain temps, ce sont les leaders de partis politiques qui décident à la place de toute une masse», déplore-t-il.

## MBAO Après avoir été élu député AKS crée son parti «And Ci Kooluté Nguir Sénégal»

**«And Ci Kooluté Nguir Sénégal» (Aks) est le nom d'un tout nouveau parti politique. Il a été créé, ce samedi à Mbao, par l'ancien ministre de l'Environnement et du développement durable, Abdou Karim Sall, et ses camarades, lors d'une Assemblée générale constitutive.**

Depuis ce samedi 11 janvier, l'ancien ministre de l'Environnement, sous le règne du Président Macky Sall, a franchi une nouvelle étape dans sa carrière politique. En effet, après avoir été élu à l'Assemblée nationale où il s'est allié avec la Coalition «Takku Wallu Senegaal» pour former un groupe parlementaire, Abdou Karim Sall a lancé son parti politique. C'est à travers une Assemblée générale que cette formation, dénommée «And Ci Kooluté Nguir Sénégal» (Aks), a été portée sur les fonts baptismaux. C'est avec une coalition portant le même nom que Abdou Karim Sall avait participé aux dernières élections législatives anticipées du 17 novembre dernier.

Des délégués de l'ancienne coalition Aks, venus de Dakar et de plusieurs départements du pays, ont participé à cette réunion à Mbao, témoignant de l'engagement et de la mobilisation des membres à travers le

territoire national. Lors de ces Législatives, bien que nouvelle-ment formée, la Coalition Aks a réussi à obtenir un précieux siège à l'Assemblée nationale.

Les discussions lors de cette Assemblée générale ont permis de tracer les grandes lignes des stratégies futures, avec pour objectif de consolider les acquis et d'élargir la base électorale du parti. Le parti Aks exprime sa gratitude envers tous les militants, sympathisants et électeurs qui ont contribué à ce succès initial et réaffirme son engagement à œuvrer pour le développement et le bien-être du Sénégal.

Leader du nouveau parti «And Ci Kooluté Nguir Sénégal» et actuel maire de la commune de Mbao, Abdou Karim Sall a tour à tour été Directeur général de l'Autorité de régulation de la poste et des télécommunications, poste qu'il a occupé à deux reprises, et ministre de l'Environnement et du développement durable.

# 6 ÉCONOMIE

## ANSD Secteur de la construction Le chiffre d'affaires chute de 12,5%

Au troisième trimestre 2024, le chiffre d'affaires réalisé dans le secteur de la construction a chuté de 12,5%, relativement à celui réalisé au même trimestre de 2023, selon le dernier Indice du chiffre d'affaires dans le secteur de la construction de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd).

Par Dialigué FAYE

La mesure suspensive des opérations foncières prise par les nouvelles autorités continue d'impacter négativement l'économie. Plusieurs indicateurs des secteurs sont caractérisés par une baisse, au cours de ces derniers mois, à cause de cette mesure. Le dernier Indice du chiffre d'affaires réalisé dans le secteur de la construction (Icac) de l'Ansd, au troisième trimestre 2024, en est une preuve.

Cet indicateur, qui mesure l'évolution du chiffre d'affaires, c'est-à-dire le montant des travaux facturés dans le secteur de la construction, a fait état d'une chute de 12,5%, relativement au chiffre d'affaires réalisé au même trimestre de 2023.

« Cette évolution est attribuable principalement à la diminution du chiffre d'affaires du sous-secteur du génie civil et de la construction de bâtiment. Comparativement à celui réalisé au troisième trimestre de 2023, le chiffre d'affaires du sous-secteur du génie civil s'amointrit de 21,1%. De même, en cumul sur les trois premiers trimestres de 2024, il

diminue de 9,9% relativement à celui de la période correspondante de 2023.

Relativement à celui réalisé au troisième trimestre 2023, le chiffre d'affaires dans la construction de bâtiments recule de 11,1% en relation avec la baisse du montant des travaux réalisés dans la construction de bâtiments pour compte de tiers de 11,4% et la promotion immobilière reculant de 10,4%. Globalement sur les trois premiers trimestres de 2024, le chiffre d'affaires réalisé dans la construction de bâtiments se rétracte de 4,5% comparativement à celui de la période correspondante de 2023», expliquent les fonctionnaires de l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (Ansd).

En revanche, cette baisse est atténuée par le bond de 4,9% du chiffre d'affaires des activités spécialisées de construction. L'agence renseigne qu'au « troisième trimestre 2024, le chiffre d'affaires relatif à l'exécution d'activités spécialisées de construction se rehausse de 4,9%, comparativement à celui du même trimestre de 2023. Cette évolution est imputable à



une hausse du chiffre d'affaires issu des autres travaux spécialisés de construction ainsi que d'une amélioration du chiffre d'affaires des travaux de finition estimée à 43,8% et d'installation, 4,4%». Par contre, souligne-t-elle, « le repli du chiffre d'affaires des travaux de démolition et de préparation des sites, évalué à 11,9%, a amoindri la performance de ce sous-secteur. En cumul sur les trois premiers trimestres 2024, le chiffre d'affaires relatif aux travaux spécialisés de construction s'accroît de 32% par rapport à celui de la période correspondante de 2023».

En cumul sur les trois premiers trimestres 2024, relève l'Icac, « le chiffre d'affaires

réalisé dans le secteur de la construction se relève de 1,2%, comparativement à la période correspondante de 2023, porté principalement par les activités spécialisées de construction».

Pour rappel, la dernière Enquête sur l'emploi, les rémunérations et les heures travaillées (Eerh) a fait état d'une baisse du nombre d'employés salariés dans le secteur moderne hors Administration de 2%, au troisième trimestre 2024, où le nombre est estimé à 331 144 employés salariés, contre 338 034 un an plus tôt. Le nombre d'employés dans les sous-secteurs des activités immobilières ont connu sous cette période sous revue, une baisse de 6,8%, selon l'Eerh.

Après trois mois de mise en

œuvre, la suspension des opérations foncières a été prorogée de 45 jours, à partir du mois de novembre dernier 2024. La mesure concerne le Lotissement Boa, le Lotissement Hangar des pèlerins, le Lotissement Recasement 2-Aéroport de Dakar, Lotissement Egbos sur la Vdn, Dakar, Lotissements Eogen 1 et Eogen 2, Site de Batterie à Yoff, Terme Sud, Ouakam, Pôle urbain de Diacksao-Bambilor (TF 11 651/R), Pôle urbain de Déni (TF 14 337/R), Site de Pointe Sarène pour la zone hors Sapco, Lotissement de Ndiobène Gandiol (TF 136), Saint-Louis.

dialigue@lequotidien.sn

## 1ère édition du Concours entrepreneurial «Kaay job ak Wave»

# La créativité de la jeunesse sénégalaise célébrée

Les gagnants de la 1ère édition du Concours entrepreneurial organisé par la plateforme «Kaay job», en partenariat avec Wave, ont été dévoilés vendredi. Parmi les 14 jeunes porteurs de projets finalistes, trois ont été primés.

Par Dialigué FAYE

Anta Niang, à la tête d'Anilaye, entreprise dans le secteur de l'eau, Babacar Ndour, fondateur d'Alba élevage moderne (Aem), et Cheikh Mbacké Guèye, porteur du projet Orion, sont les trois gagnants de la 1ère édition du Concours «Kaay job ak Wave».

Le porteur du projet Orion, Cheikh Mbacké Guèye, a remporté le 1er prix avec une récompense de 2 millions de francs Cfa dont 1,5 million de francs en accompagnement financier et 500 mille francs Cfa en accompagnement technique. Anta Niang vient en deuxième position avec une prime d'1 million de francs Cfa dont 750 mille francs Cfa en accompagnement financier et 250 mille francs Cfa en accom-

pannement technique. Et le fondateur d'Aem, Babacar Ndour, ferme la marche. Il a ainsi reçu une récompense de 500 mille francs Cfa dont 375 mille francs Cfa en accompagnement financier et 125 mille francs Cfa en accompagnement technique.

L'accompagnement technique inclut, selon les initiateurs de cette compétition, « des services de mentorat, des formations spécifiques, et un suivi personnalisé pour aider les lauréats à développer leurs projets».

« Je suis ravi d'avoir été parmi les trois lauréats de ce concours. Je tiens à remercier les équipes de Wave et de «Kaay Job» d'avoir cru en nous et en nos projets. Le monde de l'entrepreneuriat n'est pas facile, et les difficultés

liées au financement en sont un exemple concret. Grâce à ce concours, Wave nous offre non seulement un soutien financier précieux, mais aussi un accompagnement qui renforce notre confiance en l'avenir de nos projets. Merci à Wave pour ce beau geste et pour ses efforts constants en faveur du développement du secteur entrepreneurial au Sénégal. Vous nous donnez les moyens de rêver plus grand et d'agir pour concrétiser ces rêves», a déclaré Babacar Ndour, fondateur d'Aem.

Ils étaient plus de 1800 jeunes porteurs de projets à participer à cette 1ère édition du Concours «Kaay job».

« Ce chiffre témoigne non seulement de l'enthousiasme des jeunes porteurs de projets, mais aussi de l'importance de cette initiative dans notre écosystème entrepreneurial. Après une sélection très rigoureuse, 14 finalistes ont été retenus, après une première sélection de 28 candidats, et trois ont été récompensés», a expliqué la responsable développe-

ment partenariats de «Kaay Job». Aminata Rassoul Cissé de préciser que « «Kaay Job ak Wave» est bien plus qu'un concours. C'est un tremplin pour révéler le potentiel des jeunes entrepreneurs et leur offrir les outils nécessaires pour réussir». Ainsi, affirme-t-elle : « Nous sommes fiers d'avoir contribué à cette aventure aux côtés de Wave et de nos partenaires.»

Du côté de la fintech Wave, les responsables ont réaffirmé leur engagement en faveur de l'entrepreneuriat sénégalais. Malick Guèye, Directeur général de Wave digital finance au Sénégal : « Chez Wave, nous sommes convaincus que soutenir l'innovation et le talent est essentiel pour favoriser un développement inclusif et durable. «Kaay Job ak Wave» incarne cette vision en créant des opportunités concrètes pour les jeunes Sénégalais et en leur donnant les moyens de transformer leurs idées en réalités impactantes.»

Après ce premier pas, «Kaay

job» ambitieuse, avec l'accompagnement de ses partenaires, notamment le Fonds de garantie d'investissements prioritaires (Fongip), l'Agence de développement et d'encadrement des Pme (Adepme) et Deloitte, de faire de ce concours, un Concours national, en créant des champions régionaux dans chaque coin du Sénégal. « Nous voulons donner une chance à tous les talents», a dit Aminata Rassoul Cissé.

En marge de la cérémonie, un panel riche en discussions a permis de débattre des enjeux et des perspectives pour l'accompagnement des Très petites entreprises (Tpe) et des Petites et moyennes entreprises (Pme) au Sénégal. Ce moment d'échanges a réuni des experts et des entrepreneurs autour de thématiques-clés, témoignant de l'importance du dialogue entre acteurs publics et privés pour stimuler la croissance et l'innovation dans un contexte économique en constante évolution.

dialigue@lequotidien.sn

## **FESTIVAL Réinsertion sociale par la culture** **Dalifort montre la voie**

**Réinsérer socialement des jeunes en rupture de ban, c'est ce qu'a réussi à faire l'association «Sunu Cossan Sunu Doole» de la commune de Dalifort. En marge de la 4ème édition du festival du même nom, l'association a partagé son expérience.**

**Par Amadou MBODJI**

La culture peut être une thérapie, un moyen de réinsertion sociale. Ce n'est pas l'association «Sunu Cossan Sunu Doole» qui dira le contraire pour en avoir eu l'idée en réussissant à réintégrer socialement des jeunes en rupture de ban au sein de la commune de Dalifort. La 4ème édition du Festival «Sunu Cossan Sunu Doole», a servi de tribune à l'association pour partager son expérience. «On a un projet de réinsertion sociale des jeunes en marge de la société. La réinsertion sociale ne concerne pas seulement les prisonniers, mais il y a d'autres gens qui ont besoin d'être réinsérés. Certains qui étaient partis en voyage depuis longtemps et qui, une fois rentrés, sont en perte de repères culturelles, on les aide à retrouver ces repères. C'est pourquoi nous nous sommes dit pourquoi pas mettre en place ce projet de réinsertion sociale et d'éducation culturelle», fait savoir Fallou Mendy, chargé de la communication de l'association «Sunu Cossan Sunu Doole» (notre culture, notre force en français). La 4ème édition du festival du même nom que l'association a organisée, et qui a été clôturée le 31 décembre dernier à l'esplanade de la commune de Dalifort, après 72 heures de manifestations culturelles, a été le moment pour mettre en lumière cette initiative. Ces jeunes en marge de la société, ont été formés aux métiers de la culture pour les détourner de la trajectoire qu'ils avaient prise et qui explique qu'ils soient en contradiction avec leur communauté. «L'association a réussi à réinsérer neuf personnes qui vivaient en marge de la société. Leur mode de vie ne plaisait pas à leurs familles et à la population, nous avons réussi à les réintégrer socialement, en les formant dans des métiers comme la danse et pour être des percussionnistes», enchaîne Fallou Mendy. Des propos corroborés par le Secrétaire général de l'association. «Aujourd'hui, on s'en réjouit. On a récupéré pas mal de jeunes qui étaient en train de s'adonner à des pratiques malsaines, mais on les a récupérés», déclare Jean-Marie Diatta, le secrétaire de l'association «Sunu Cossan Sunu Doole». L'association dit aussi avoir réussi à convaincre des jeunes à se détourner de l'émigration irrégulière en les conscientisant pour leur dire qu'ils

peuvent voyager en passant par les voies légales. Les artistes ayant assuré le spectacle lors de l'inauguration du Stade Abdoulaye Wade sont issus de la commune de Dalifort, selon les organisateurs qui se réjouissent de l'impact que ce projet a sur la

jeunesse.

Alassane Diallo, président de l'association, souligne que le nom l'association renvoie la force que renferme la culture. «Le nom de notre association traduit que notre force c'est la culture, et même si nous inversons la dénomination de notre association, cela revient à dire que la culture est notre force», admet Alassane Diallo. Organisé depuis quatre ans, le festival est aussi un moyen de valoriser l'expertise des artisans de Dalifort qui ont étalé



**Alassane Diallo**

leur savoir à travers une exposition au niveau de l'esplanade de la commune. Organisé durant 72 heures, en partenariat avec la mairie de la commune, la 4ème édition du festi-

val «Sunu Cossan Sunu Doole», clôturé le 31 décembre, a vu un show se tenir avec la prestation d'artistes issus de la commune.

[ambodji@lequotidien.sn](mailto:ambodji@lequotidien.sn)

**LES EDITIONS DU QUOTIDIEN**

**MADIAMBAL RACONTE LA QUÊTE DU RÊVE AMÉRICAIN PAR LA ROUTE DU NICARAGUA.**

**Madiambal DIAGNE**

**Le Dîner à la Maison Blanche Attendra**

**DISPONIBLE EN LIBRAIRIE ET POINTS DE VENTE**

Librairie 4 Vents  
Librairie Clairafrique  
Librairie L'Harmattan  
Boutique Beau Concept

Prix de vente **10 000 FCFA**

**KÉTHIEL, C'EST UNE HISTOIRE DE VIE DE TOUT MIGRANT.**

**SCANNEZ MOI**

**Le Quotidien**

**COMMANDEZ VOTRE EXEMPLAIRE AU**  
**78 687 28 03 / 76 573 87 68**  
**77 394 09 08 / 76 785 98 00**

## Trump - Otan 2025

Le *Financial Times* rapporte que les proches conseillers de Donald Trump en matière de politique étrangère ont porté à la connaissance des hauts responsables européens, début de ce mois de décembre 2024, que le Président élu américain a l'intention d'exiger aux Etats membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord, l'augmentation de leurs dépenses de défense à hauteur de 5% de leurs Pib respectifs, contre l'objectif actuel de 2% et qu'1/3 des membres de l'Alliance à l'heure d'aujourd'hui n'arrivent pas à atteindre.

Voici le bref décryptage du positionnement au niveau sécuritaire de la future Administration américaine dirigée par Donald Trump vis-à-vis des pays-membres de l'Otan et, surtout, selon mon avis, ses véritables raisons sous-jacentes.

### La dette européenne envers les Etats-Unis d'Amérique

Les deux principaux piliers de la réussite économique que les pays de l'Europe de l'Ouest ont connus dès la fin de la Seconde Guerre mondiale et jusqu'à aujourd'hui, en tout cas selon la conviction de la classe politique américaine, sont les conditions très favorables au niveau des droits de douane accordées en 1947 par Washington à la production exportée vers les Etats-Unis depuis les pays européens en ruine, ainsi que l'accès au gaz bon marché obtenu par l'Allemagne via l'accord signé en 1970 avec l'Urss.

En parlant des faveurs douanières accordées par les Américains aux exportations européennes, il s'agit du *General Agreement on Tariffs and Trade* - l'accord Gatt : accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, signé par 23 pays, le 30 octobre 1947, qui a donné par la suite, le 1<sup>er</sup> janvier 1995, naissance à l'Organisation mondiale du commerce (Omc).

En ce qui concerne l'accès au gaz bon marché obtenu par les Allemands, il s'agit du contrat à long terme «tubes contre gaz», signé entre la République Fédérale d'Allemagne et l'Union Soviétique, le 1<sup>er</sup> février 1970. L'accord prévoyait la fourniture à l'Urss de tuyaux de grand diamètre et d'autres équipements pour la construction d'un gazoduc vers l'Europe occidentale, contre le gaz russe à des tarifs très avantageux. Le partenariat a connu un grand succès et a été appelé «l'affaire du siècle» en raison du fait qu'il était le plus important dans l'histoire des relations économiques russo-européennes.

Les années ont passé et l'Europe est devenue économiquement autosuffisante et, par la même occasion, la principale concurrente des Américains sur

les marchés mondiaux, ce qui n'a pas été prévu initialement et est devenu guère plaisant aux yeux des administrations américaines successives.

Aujourd'hui, Donald Trump estime qu'il est temps pour le vieux continent de payer la facture de l'abondance qui lui a été procurée par l'Amérique dès la fin du conflit face à l'Allemagne nazie.

Après l'explosion du gazoduc Nord Stream, réalisée directement ou indirectement par le pouvoir américain sortant - nul doute sur les premiers bénéficiaires de l'action- afin d'aider à réfléchir l'Union européenne dans «la bonne direction», le Président américain nouvellement élu impose aux Européens l'augmentation des importations des produits énergétiques américains à des prix très élevés. Le cas échéant, Trump menace d'instaurer des conditions restrictives et des barrières douanières vis-à-vis de la production importée depuis l'Ue. Et, par la même occasion, fait clairement comprendre aux homologues européens que le temps du Gatt, de même que celui de l'Omc est révolu.

### L'exigence de l'augmentation des investissements européens dans l'Otan

Bien des années avant le déclenchement de la phase active du conflit entre l'Otan et la Russie sur le sol ukrainien, en juillet 2018, Donald Trump avait déjà suggéré aux membres de l'organisation de doubler leurs dépenses militaires en les portant à 4% de leur Pib, soit très au-delà des 2% qu'ils ont déjà eu du mal à réaliser.

Lors d'un rassemblement public, le 10 février 2024, Trump a renvoyé un message clair aux dirigeants européens : *«Si vous ne payez pas et que la Russie vous attaque, je ne vous protégerai pas. En fait, je les encouragerai. Vous devez payer vos factures !»*

Via la «fuite» organisée auprès du *Financial Times*, Donald Trump fait clairement afficher sa volonté de mettre la pression sur les pays-membres de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en exigeant le passage de 2 à 5% de leurs Pib respectifs dans leurs dépenses pour la défense.

Bien évidemment, ce qui est sous attendu dans ces nouvelles exigences, ce n'est guère l'investissement supplémentaire dans le développement de l'industrie de défense du vieux continent, mais dans celui des Etats-Unis d'Amérique avec les bénéfices financiers des groupes américains y afférents.

Et même les dépenses supplémentaires qui peuvent être réalisées dans l'industrie de défense «européenne» ne seront qu'une illusion. Illusion cachant la réalité : l'un des principaux bénéficiaires de l'in-

vestissement restera les Etats-Unis. En parlant, par exemple, d'un des plus grands groupes européens de défense, Rheinmetall, il ne faut pas négliger le fait que parmi ses principaux actionnaires, on compte toute une série de géants américains, tels que BlackRock, Fidelity Investments, The Capital Group Companies, Goldman Sachs ou encore Bank of America.

En clair : les économies de l'Ue doivent participer à la résolution des problèmes que l'économie américaine connaît aujourd'hui, si celle-ci souhaite continuer à être militairement protégée ou, plus exactement, supervisée par le leader Outre-Atlantique de l'Otan.

Néanmoins, c'est loin d'être l'unique, encore moins la principale raison des exigences du nouveau leader américain.

### La réelle signification de l'initiative de Trump

Quelle est la réelle signification de l'importante augmentation du budget de défense exigée aux pays du bloc de l'Otan ?

En parlant de la France, l'unique puissance nucléaire au sein de l'Union européenne, il est à noter qu'en ayant le Pib à hauteur de 2 822,5 milliards d'euros pour l'année 2023, les crédits de la mission défense ont été fixés à hauteur de 43,9 Mrd €, contre 47,2 Mrd € pour l'année 2024. Un grand effort financier a été réalisé pour l'année 2025, en prévoyant le budget défense à hauteur de 50,5 milliards d'euros. Cela étant, il est à souligner que même ce chiffre sera, néanmoins, inférieur à 2% du Pib de l'année de 2024. En ce qui concerne la première puissance économique européenne qui est l'Allemagne, son Pib en 2023 était de 4121 milliards d'euros et le budget défense à hauteur de 90 Mrd€ en 2024, ce qui est inférieur à 2,5% du Pib.

Pour un petit pays comme la Belgique, par exemple, les dépenses de défense se sont élevées en 2023 à 6,658 milliards d'euros, soit 1,13% de son Pib, contre 7,9 Mrd €, soit 1,30 % du Pib pour l'année 2024. Cela signifie qu'hormis les pays baltes, la Pologne et la Grèce qui ont les dépenses de défense traditionnellement très élevées (principalement financées par le budget européen), le passage du budget défense du reste des pays de l'Ue ne serait-ce qu'à hauteur de 3% serait tout à fait néfaste vis-à-vis d'autres secteurs tels que le social, l'éducation nationale ou celui de la santé publique. Le passage du budget défense à hauteur de 5% demandé par Trump ne signifiera rien d'autre que l'effondrement du système politique de l'Union européenne.

Pour la France, en faisant même un effort sans précédent au niveau de l'appareil de propagande contrôlé par l'actuel pouvoir, avec la fin des hostilités sur le sol ukrainien qui doit, fort probablement, avoir lieu

dans l'année à venir, il serait tout à fait impossible de persuader l'électorat français de la véracité de la menace de Moscou - et ceci est au point d'avoir la nécessité de passer le budget défense de 50.5 Mld € en 2025 à 100, voire 140 Mld € dans les années à venir, en se pliant aux exigences américaines.

Ainsi, croit-il Donald Trump que son exigence soit réalisable ? Certainement pas.

Certains experts stipulent que Trump, en tant que grand négociateur, veut commencer la négociation en plaçant la barre très haut, afin de la baisser par la suite et d'arriver au niveau qu'il souhaite réellement - par exemple à 3,5% au lieu de 5% du Pib déclaré. En ayant, entre autres, plus de dix ans d'expérience de l'enseignement de la matière «Négociation B to B» dans l'enseignement supérieur, je peux affirmer qu'un tel avis est tout à fait amateur et parfaitement erroné. Commencer une négociation dans le monde occidental en plaçant les objectifs affichés très au-dessus de la «zone de marchandage» -soit très au-dessus du maximum acceptable par l'interlocuteur-, cela vaut de tuer la négociation avant même son commencement. Et Trump le sait mieux que quiconque. Mon ancien partenaire Dominique Bouillon, qui est l'ancien partenaire de Donald Trump, m'a confirmé par le passé que ce dernier fait bien partie des meilleurs parmi les meilleurs au niveau des capacités à négocier.

Nulle erreur de calcul possible de la part du Président américain élu : **en formulant de telles exigences, Trump est parfaitement conscient qu'il est tout à fait impossible pour les pays de l'Ue d'y répondre positivement.**

Quelles sont, alors, les réels objectifs de son actuelle initiative ?

Aujourd'hui les pays européens, tels que l'Allemagne et la France, prétendent toujours à leur place à la table des négociations sur les questions qui détermineront le monde de demain. Notamment dans la négociation avec la Russie sur les conditions de l'arrêt du conflit armé en Ukraine, vu que l'Union européenne est plus que directement engagée et concernée.

Exclure l'Ue en tant que puissance économique ne disposant pas, toutefois, d'une réelle force militaire, de la discussion sur le futur du monde ; l'exclure de la table des négociations face aux «empires» -russe aujourd'hui et chinois demain- dont la tentative d'effondrement entreprise dans les dernières années par l'Occident collectif s'est avérée être un échec - cela paraît être l'un des principaux objectifs d'aujourd'hui de l'Administration Trump sur la scène européenne.

Les satellites traditionnels des Etats-Unis d'Amérique très affaiblis, seront remis à leur

place de suiveur et auront le droit non pas à la parole, mais à l'approbation de la politique américaine qui verra le jour dès janvier 2025.

Les leaders de la majorité des pays de l'Ue sont tombés dans leur propre piège face à leur électorat. En mettant en place un gigantesque système de désinformation et de propagande antirusse, ils ont réussi à faire remplacer les capacités d'analyse de la majorité de leurs citoyens par les produits de propagande imposés par leurs médias mainstream et à faire croire que la Fédération de Russie représente une réelle menace militaire vis-à-vis du territoire de l'Ue.

En Europe d'aujourd'hui, allouer les budgets exigés par Washington au secteur de la défense au détriment de toutes autres sphères se situant déjà au bord de la faillite, telles qu'économiques et sociales -c'est signer son propre arrêt de mort politique au niveau national ; ne pas accepter ces exigences-, c'est perdre la protection militaire américaine en mettant les masses électorales apeurées par la propagande dans un tel état qu'elles se considèrent en grande insécurité permanente sous la «menace russe».

Etant parfaitement conscient que ses homologues européens seront dans l'incapacité de faire volte-face dans leur propagande antirusse - ce qui, le cas échéant, permettrait de ne plus surinvestir dans le secteur de la défense -, Trump se situe en position de force et gagne la partie tant dans le cas de l'augmentation significative des dépenses européennes dans la défense, tant en cas d'absence de ces dernières : dans les deux cas l'actuelle classe politique européenne globaliste sortira grandement affaiblie.

Le Président américain élu n'oublie guère un autre élément-clé qui est en train de guider sa politique internationale vis-à-vis de l'Union européenne : la quasi-intégralité des chefs d'Etat européens se sont ouvertement positionnés auparavant en tant que pro-démocrates américains et, *de facto*, ennemis de Trump et de tout ce qu'il représente.

Ainsi, l'affaiblissement inévitable par la déstabilisation sur la question de défense européenne de ses adversaires sur l'arène politique européenne, combiné au soutien ouvert à son principal allié politique sur le vieux continent qui est le Président hongrois Victor Orban, vise le renversement progressif de la classe politique hostile actuellement au pouvoir dans l'Ue et la formation d'une nouvelle qui suivra les pas de la politique hongroise vis-à-vis de la politique et des intérêts de l'Administration républicaine Outre-Atlantique.

**Oleg NESTERENKO**

Président du Ccie ([www.c-cie.eu](http://www.c-cie.eu))

Ancien directeur de l'Institut International de la Reconstruction Anthropologique, ancien directeur de l'Mba



## L'histoire est d'abord le présent

Je suis toujours à la recherche de la formule la plus conforme à notre identité culturelle, à notre héritage de Peuple soucieux du respect et de la considération à l'égard des autres. Cette sensibilité aigüe à ces valeurs se manifeste aussi bien dans l'interaction que dans l'évocation.

C'est pour cette raison et cette raison seulement que je ne dirais rien de la sottise historique du Président français qui, lors d'une récente sortie sur les relations entre la France et certains pays du continent africain, est entré dans le trou noir réservé aux bannis de l'Histoire.

Parfois, cette dernière nous offre des scénarii qui nous enseignent plus que toute autre œuvre ou entreprise humaine sur nous-mêmes et sur les autres pour nous laisser entrevoir la relation dialectique et rarement magnifiée entre le présent, le passé et le futur. C'est sous cette lumière qu'il est difficile de trouver meilleure coïncidence dans ce moment précis de l'Histoire que le couple France Macron en marche cadencée vers l'abîme ; car tout laisse à croire qu'il y a comme le glas qui sonne dans ce pays après les présidences de Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande et maintenant le marcheur en panne. Evidemment, il s'accroche autant qu'il peut pour sauver sa peau affectée. Il le fait sur la corde pourrie de l'histoire d'un pays qui se délite et se déshabille pour dévoiler un visage meurtri par la réalisation de l'imposture de sa soi-disant grandeur. Une grandeur qui reposait sur une construction de l'esprit, certes sophistiquée, mais vouée à la fermentation comme son emblématique fromage.

La belle France ; qui est belle parce que la nature y est belle et cette portion de notre planète habitée des Français a aussi une belle culture parce qu'elle s'est auréolée de trophées à la dérobée, tirant profit des offrandes de l'histoire, où le vide de ces temps lui donnait une occasion de s'imposer, priant que les choses ne changent jamais.

Mais dans leur subconscient, les dirigeants soupçonnaient que la position de la France comme puissance ne perdure que parce que les autres étaient dans un sommeil anesthésique. Seulement, l'on se réveille toujours d'un sommeil même s'il peut durer ou paraître interminable.

Dans son ouvrage, «*Saara et les vagues de l'Atlantique*», l'auteur partage avec nous son point de vue sur les sentiments d'un nombre grandissant de jeunes Africains dont l'histoire était pendant longtemps liée à la France jusque dans la quête identitaire, dans ce passage où le narrateur donne l'estocade : «*La France, en rétrospective, a juste été une escale plus dans*

*l'espace que dans le temps, car j'y ai passé mon séjour à me projeter en dehors d'elle. Elle n'a jamais représenté une station référentielle pour moi, ni constitué un élément organisateur de ma vision du monde. Je savais que je pouvais me faire, me former ; apprendre à lier le bois au bois pour faire des édifices de bois sans m'en remettre à la France. D'ailleurs, c'est durant mes jours dans l'Hexagone que j'ai commencé à parler anglais.*»

Ce sentiment révélateur d'un profond changement mental à l'égard de la France va continuer de prévaloir en Afrique. Il est désormais question dans ce continent d'une jeunesse qui assume fièrement sa volonté de reprendre possession de sa destinée d'affranchissement par rapport à un héritage qu'elle travaille à déconstruire à travers l'affirmation sans compromis de soi. Pour ma fille, qui suit l'actualité, ce gars est déraisonnable. Comment ose-t-il proférer ces énormités devant l'Histoire, devant les témoins, devant les héritiers, enfin devant ceux qui, désormais, refusent de se taire et de se terrer, s'interroge-t-elle ?

Elle parle, bien entendu, du Président français à moins, ajoute-t-elle, que ce soit une vidéo fake générée par les plateformes intelligentes qui pululent maintenant dans le monde virtuel. Non, lui rétorquai-je, il s'agit bel et bien de l'élève de Brigitte, Président de la France, qui parle ; c'est bien lui sur scène, comme à l'accoutumée, résolu à vouloir impressionner ses professeurs de ses capacités performatives et sa conviction qu'avec des contorsions discursives, il serait à nouveau colinéaire avec le reste du monde. Que nenni ; il est désaxé depuis un long moment sans s'en rendre compte ; ses fausses notes récentes sur la gamme de l'histoire l'illustrent à suffisance. Nul besoin d'aller loin pour réaliser l'ampleur de ses dérapages à l'autel de la Nation française, à commencer par la déconvenue de l'élection européenne suivie du yo-yo institutionnel qui donne le tournis aux populations de France, celles d'Outre-mer désarmées et aux partenaires. On ne sait plus où va la France, en dépit de son leader qui persiste à croire qu'il peut indiquer aux autres ce qu'il faut faire ou la direction à prendre dans la marche de leur existence ; qu'il s'agisse d'Etats ou de communautés. En définitive, l'on est témoin en temps réel d'un être dans le besoin d'une prise en charge clinique ou plus précisément psychiatrique ; car il souffrirait dans ce cas d'espèce du complexe de Gribouille.

Il donne l'impression d'être conscient de l'inéluctable et dans sa précipitation ontologique, démontrée à souhait par son parcours d'homme pressé, il s'attèle à accélérer l'échéance de sa déchéance et celle de ce

qui reste de son pays face à l'Histoire et devant les hommes. Il a perdu la maîtrise. Il n'est plus calme, il est aux abois ; face à ce constat, nous avons presque une obligation morale de le comprendre et de lui proposer de l'eau fraîche.

Oui, dans une perspective de relations internationales, la France reste un partenaire privilégié du Sénégal, eu égard au volume de nos échanges commerciaux, de la diversité et la pluralité de nos accords et conventions supposés apporter des avantages appréciés de part et d'autre. Elle contribue, en outre, de manière décisive dans le financement d'un grand nombre de programmes et de projets prioritaires de notre pays. Il faut, cependant, rappeler que cette situation est loin d'être motivée par une inclination naturelle de la France à être généreuse avec notre pays ; les enjeux stratégiques le justifient autant que la longévité des relations entre nos pays.

Seulement, les pays africains n'ont rien à craindre de la France, ni ses menaces enveloppées ni ses pressions voilées. Les pays de l'Aes, pour leur part, ont déjà tourné le dos à ce qu'ils considèrent comme un facteur bloquant à leur aspiration légitime de souveraineté inconditionnelle.

Aujourd'hui, le pays de Macron n'a pas le choix que de procéder à une lecture actualisée de l'Histoire qui n'a jamais été une proposition statique, mais plutôt le maelstrom de l'évolution des êtres, des peuples, des nations avec son corollaire d'ajustements et de réajustements perpétuels. Dans son ouvrage «*People count*», James



Rosenau fait état du caractère inévitable du réveil des peuples, qui relève d'un impératif épistémologique autant qu'historique. La France de Macron vient de comprendre qu'on ne

peut s'asseoir sur le dos d'un homme debout.

Car l'homme debout ne se couche que pour mourir.

**Aziz FALL**

Ecrivain

## Sénégal 2050: le méga-risque «climat»

Le Giec nous avait déjà avertis, Le Sahel est l'une des régions du monde les plus vulnérables aux effets du changement climatique. Tous les scénarios du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ou Giec montrent un niveau de température qui augmente dans la région sahélienne, jusqu'à 1,5 fois supérieur à la moyenne mondiale. Un défi majeur pour les pays d'Afrique, notamment ceux de la bande sahélo-saharienne dont le Sénégal.

Le Rapport national sur le climat et le développement (Ccdr) de la Banque mondiale quantifie l'impact négatif et contre-productif des risques climatiques à plus de 9,4% du Pib d'ici 2050 soit 3500 milliards de F Cfa d'ici 2050 en parallèle avec la mise en œuvre de l'agenda de transformation économique et d'émergence Sénégal 2050.

A l'échelle du sous-continent, c'est un coût que peut difficilement supporter les pays sahéliens dans un contexte de surendettement et surtout de non-respect par les parties pre-

nantes de leur engagement vis-à-vis du continent au titre des accords de Paris de décembre 2015. L'Afrique attendait 100 milliards par an des pays de l'Ocde au titre des programmes d'atténuation ou d'adaptation climatique pour accroître la résilience du continent. Aucun pays donateur n'a respecté ses engagements.

Le risque climat est transversal, son impact se reflète à travers toute l'activité humaine dans nos sociétés, cependant ses effets sur l'agriculture en particulier, le secteur primaire en général, appellent des actions urgentes, fortes et soutenues des décideurs politiques si l'Afrique ne veut pas connaître des périodes de disette, malnutrition, sous-nutrition qui déciment les populations, accentuent les maladies et pandémies avant de les pousser vers les villes ou l'émigration d'un pays à un autre. Les risques de déstabilisation de nos pays sont donc réels. Le risque d'endettement et le risque climat restent les défis majeurs et contemporains pour le continent qu'il faut adresser

dans l'urgence. Pour la Banque mondiale, cinq pistes sont à envisager entre-autres :

Promouvoir les énergies non fossiles, les transports et habitats verts et écologiques tout en maintenant dans nos pays la biodiversité existante pour absorber les émissions de carbone, une gestion holistique et écologiquement respectueuse de l'exploitation des ressources naturelles en mettant l'accent sur la résilience et l'intégrité des écosystèmes naturels et leur résilience, et enfin renforcer les couches vulnérables, surtout les jeunes et femmes en soins de santé primaire à travers des filets de couverture sanitaire adaptés.

Il est essentiel de revoir la matrice risque de l'agenda Sénégal 2050 au regard de la donne climat dans un contexte de saturation des sources de financement classiques avec les bailleurs et partenaires traditionnels, le rapport de la Bm sonne ainsi comme un avertissement...

**Moustapha DIAKHATE**

Expert et Consultant Infrastructures

## MOTS FLÉCHÉS

### PROBLÈME N° 5971

TENTE D'ÉDIFIER	CA PEUT CONTENIR DES TAS DE CHOSES GOUVERNÉ	SE REPÊTE EN FANFARE EN CAMPAGNE DONC	TRANCHE AU QUART DE TOUR FOURNIT DU LAIT	NIET D'UN BORIS A LE DESSUS	FAIT UN PEU DE BIEN À LA CAMPAGNE PATERNE	ONT LA PEAU DURE
TÊTE QUI S'AFFICHE						
DÉCHARGE SANS ORDURES			BIEN, POUR UNE VIE DE PALAIS À SE TORDRE		AMICALE OU HOSTILE?	
PARTIE DE SCÈNE		LETTRÉ DE PLUTARQUE		EXERCICE SCOLAIRE AU LABO		
		DONC MOINS FORT		ÉCRIN DE PERLES		
PRATIQUAI L'USURE			BIEN RÉGALÉ			
AVOIR PRÉSENT			MOUTON À DEUX PATTES			
	ÉTOILE DE CHICAGO					ÉBOUEUR EN AMÉRIQUE
	SOUHAITE LE BIEN D'AUTRUI					
CIRCULAIT AU JAPON		UN CONTRE ORDRE			(EN) PLUS	
SPECIALITÉ DE HUGGY		DÉRANGÉE, SANS RAISON			AVEC UN EMPLOI	
			LAISSER FROID			SOUVENT DEVANT DES GAILLARDS
	PAS GRACIEUSES					
FAIT COURIR	BOUFFE AVEC LES BALEINES				TRÉSOR EN RUINES	
					SON CÔTÉ FAIT CRACHER	
		SORTE D'OS			IMPRÉGNÉ	
		OUVERTURE LIMITÉE			CADEAU FAIT À UNE MAÎTRESSE	
COUVRE			AU CÔTÉ GAUCHE			
PEUT FAIRE LA PART DES CHOSES			OUVRE LA MARQUE			
	SYLVIE ET D'AUTRES					NON PÉRI-PHÉRIQUE
	FRUIT CHANTÉ					
SORTI DE L'USAGE		EST À LA PORTÉE D'UN GENTLEMAN			ONY FAIT PASSER LE BAC	
PILLÉE		CHAMBOULÉ			HÉRÉTIQUE	
			ORGANES DE PRESSE			SONT EN PANNE, PARFOIS
			UN BELLIQUEUX, CELUI-LÀ			
ONT DES OIGNONS AUX PIEDS		FAMEUX COL		FILTRE D'ÉPURATION		
501 À ROME		SORT BRUYamment DU COFFRE		SIGNES DE SENSIBILITÉ		
	VILLE WALLONNE				ENTRE VOL ET VENT	
	NOUS QUOI!				PLUS À DROITE	
AU COURT COMME À LA SCÈNE			COMME UN HOMME TRÈS NÉGLIGÉ			
RÉPUTÉES						
				PARTIES PRISES		

## HOROSCOPE DU JOUR

**BELIER**  
(21 mars - 19 avril)  
Misez sur votre originalité de ton et de méthode pour surprendre et séduire en haut lieu. D'autre part, la pleine lune vous invite parallèlement à œuvrer pour faire bouger les lignes en famille.

**TAUREAU**  
(20 avril - 20 mai)  
Le climat sera à l'insouciance, vous vous tournez vers des plaisirs nouveaux, sans vous perdre. Vous vous sentez d'attaque pour améliorer votre façon de vivre au quotidien, pensez aussi à rétablir votre équilibre alimentaire.

**GEMEAUX**  
(21 mai - 21 juin)  
Vous projetez sur les autres vos propres désirs, ce n'est pas le moment de vous lancer dans de grands débats. Il serait tout indiqué de vous octroyer du temps, sans penser à vos affaires en cours, vous êtes surmené, reposez-vous.

**CANCER**  
(21 juin - 21 juillet)  
Vous ne devriez avoir aucun mal à rallier les suffrages autour d'un projet pourtant audacieux, mais qui devrait faire l'unanimité dans les rangs. N'hésitez donc pas à faire un pas vers l'autre pour lui exposer vos plans.

**LION**  
(23 juillet - 22 août)  
Votre réalisme vous empêchera de vous égarer dans des chimères insensées qui tourbillonnent autour de vous. Vous vous donnez trop et cette fatigue ressentie pourrait vous jouer des tours ! Prenez le temps de vous ressourcer.

**VIERGE**  
(23 août - 22 septembre)  
Pas question de ronronner en amour et de brider votre créativité. Vous n'hésitez pas à jouer d'audace pour booster vos histoires de cœur et imposer votre originalité de ton au travail avec succès.

**BALANCE**  
(22 septembre - 22 octobre)  
Vous rêvez beaucoup et vous vous évadez sur une autre planète. Vous avez raison d'être philosophe car la période est compliquée. Ne tentez rien pour l'instant et attendez que la conjoncture s'améliore en vous adaptant ou en restant indifférent.

**SCORPION**  
(23 octobre - 22 novembre)  
Vous profiterez de la vie à pleines dents, n'attachez pas trop d'importance à des futilités. Respirez plus largement, cela vous aidera à trouver le calme indispensable aux remaniements que vous mettez en place.

**SAGITTAIRE**  
(23 novembre - 21 décembre)  
Votre expression gagne en authenticité aux yeux de votre entourage, profitez-en pour faire passer vos messages. Vous devrez faire des efforts pour tempérer votre ardeur à la tâche. Faites-vous aider !

**CAPRICORNE**  
(22 décembre - 20 janvier)  
Votre audace vous mène dans la bonne direction, si vous êtes lancé dans des recherches, la chance sera avec vous pour provoquer des rencontres extrêmement positives à long terme. Sortez de chez vous !

**VERSEAU**  
(21 janvier - 18 février)  
Votre instinct d'anticipation ne vous fera pas défaut. N'hésitez pas à suivre vos intuitions, vos initiatives par rapport à votre entourage sont soutenues, vous avez l'art et la manière pour convaincre aujourd'hui !

**POISSONS**  
(19 février - 20 mars)  
Chaleur et humour en vue ! Vous vibrez agréablement dans une ambiance amicale. Prenez du bon temps. Vos activités vous coupent de la tranquillité dont vous avez besoin pour récupérer sur le plan nerveux. Préservez votre qualité de sommeil.

## MOTS CROISÉS

**HORIZONTALEMENT**

1. C'est bien mieux que se taper dessus. 2-1. Étant ici mais ailleurs. 2-2. Domine des cloches. 3-1. Le jeune mâle est l'éterlou. 3-2. Enfin en rayons. 4-1. Film noir avec du rouge. 4-2. Gratina. 5-1. Mot vache pour un taureau. 5-2. Évêque romain. 6-1. Cool dans la prairie. 6-2. Géométrie des plages. 6-3. Un peu de moutarde. 7-1. Péninsule. 7-2. Instrument de musique. 8-1. Dans les plaines céréalières. 8-2. Bouffon de comédie. 9-1. Aucun ne sera épargné. 9-2. Soutint. 10. Qui a neuf angles.

**VERTICALEMENT**

A. Un homme du froid. B. Onusienne. C-1. Pas large du tout. C-2. Composé chimique. D-1. Vilain défaut. D-2. Hermétique. E-1. Fin de bobine. E-2. Petits verts. F-1. Au bout de l'aéroport. F-2. Anatidé. F-3. Dans le poing. G-1. Papas. G-2. Parc. H-1. S'est envoyé en l'air avec un cerveau lent. H-2. Rivière du SO. I-1. Cordon de soie. I-2. Raie. J. Type de climat.

### PROBLÈME N° 5871

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
A									
B									
C									
D									
E									
F									
G									
H									
I									
J									

## RELIGIONS

Lundi 13 «Rajab» (Arabe) 1446 de l'Hégire

<b>MUSULMANE</b>	<b>CATHOLIQUE</b>
Suba : .....06 H 39	Cathédrale : ..... 07H00
Tisbaar : .....14 H 15	18H30
Takusaan : ..... 16 H 45	Martyrs : .....06H30
Timis : ..... 19 H 06	18H30
Gueew : ..... 20 H 06	Saint-Joseph : ..... 18H30

### SOLUTION N° 5870

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
A	L	A	V	A	N	D	I	E	R	E
B	O	B	E	R	E	E	P	I	S	
C	C	A	N	A	S	V	I	E	T	
D	O	S	E	S	T	E	R	N	I	
E	M	O	T	P	A	R	E	M		
F	O	A	I	R	S	R	A			
G	T	R	I	L	L	E	M	E	T	
H	I	D	O	L	E	S	U	A	I	
I	V	I	N	E	C	A	R	G	O	
J	E	S	S	U	I	E	M	A	I	N

### SOLUTION N° 5970

A	E	E	N	G	D							
T	R	A	N	S	S	I	B	E	R	I	E	N
T	E	R	E	S	A	P	I	L	O	U		
L	I	D	O	E	M	P	I	L	E	L		
F	E	U	X	B	O	A	O	R	L			
A	I	L	E	G	E	S	E	N	E	E		
C	H	E	N	U	T	O	N	I	S			
J	E	U	O	I	S	I	L	L	O	N		
I	N	N	P	L	A	I	D	E	R			
T	E	L	E	P	A	L	S	I	I			
C	I	T	E	R	O	B	E	L	I	X		
I	R	E	T	O	N	N	A	O	D	E		
I	R	M	A	A	N	G	I	N	E			
U	T	A	L	I	N	E	A	S	N	I		
O	B	I	S	A	R	E	C	T	O			
C	I	L	B	E	N	I	R	L	I	N		
R	O	T	O	R	D	E	C	A	T	I		
R	E	G	E	N	E	R	E	E	P	E	E	

**Le Quotidien**  
GROUPE AVENIR COMMUNICATION s.a  
Société éditrice

**Administrateur**  
Serigne Saliou DIAGNE

387, cité des Fonctionnaires, Diamniadio  
BP : 25221 - Dakar / Fann  
Tel : +221 77 199 40 40  
Site web : www.lequotidien.sn  
E-mail : lequotidien@lequotidien.sn

**Service Commercial**  
Tel : 77 524 79 18  
Email : servicecom@lequotidien.sn  
Tirage 25 000 exemplaires  
Le Quotidien est membre du réseau MEDIAF

**Directeur de la publication**  
Mohamed GUEYE

**Coordonnateur de la rédaction**  
Bocar SAKHO

**Rédaction Centrale**  
Woury DIALLO - Hyacinthe DIANDY - Mamadou T. DIATTA - Dialigué FAYE - Justin GOMIS - Malick GAYE - Abdou Rahib KA - Diényaba KANE - Amadou MBODJI - Ousmane SOW - Moussa SECK - Khady SONKO - Mame W. THIOUBOU

**Correspondants**  
Alioune Badara CISS (Mbour) - El Hadji COLY (Kolda) - Seydou Tamba CISSÉ (Sédhiou) - Abdoulaye FALL (Tambacounda) - Abdoulaye KAMARA (Vélingara) - Abdou Latif MANSARAY (Pikine) - Alioune Badara NDIAYE (Rufisque) - Laity NDIAYE (Kaolack) - Cheikh NDIONGUE (Saint-Louis) - Cheikh CAMARA (Thiès) - Badé SECK (Linguère)

**Photos** : Abdou CISSÉ  
**Impression** : Africome / **Distribution** : Le Quotidien

## FINALE Au terme d'un Clasico spectaculaire (5-2) Le Barça corrige le Real Madrid et remporte la Supercoupe d'Espagne

**Mené au score sur un but de Kylian Mbappé, le Barça a renversé puis surclassé un Real Madrid en supériorité numérique durant trente minutes lors d'une finale de Supercoupe d'Espagne d'une intensité rare. Lamine Yamal et Raphinha ont particulièrement brillé (5-2).**

Après avoir été humilié à Bernabeu lors du premier Clasico de la saison, fin octobre (0-4), le Real avait des comptes à régler pour ses retrouvailles avec le Barça, ce dimanche soir, au cours d'une finale de Supercoupe d'Espagne délocalisée en Arabie saoudite. Mais, dans un Stade Roi-Abdallah de Jeddah totalement acquis à sa cause, l'équipe madrilène a été corrigée dans des proportions presque inimaginables par des Barcelonais incroyables de réussite (2-5).

Ce match a été d'une intensité rare et le spectacle mémorable. L'histoire de cette rencontre retiendra que le Real a ouvert le score grâce à un Kylian Mbappé assez déroutant sur l'action : après une interception à la limite de la faute sur Casado, Vinicius a lancé l'attaquant des Bleus dont les dribbles n'ont pas permis à Alejandro Baldé d'intervenir, et sa frappe croisée pla-

çait donc les joueurs de Carlo Ancelotti dans une position confortable (1-0, 5<sup>e</sup>).

Après avoir collectionné les actions dangereuses durant les premières minutes du match, le Barça a tout réussi, ou presque, quand Lamine Yamal est entré en action. Servie à son tour dans la profondeur, la star catalane a devancé Ferland Mendy, s'est jouée de Aurélien Tchouaméni, qui jouait encore défenseur central, puis a égalisé d'une frappe bien placée dans le petit filet gauche de Thibaut Courtois (1-1, 22<sup>e</sup>).

Puis Robert Lewandowski a donné l'avantage au Fc Barcelone sur un penalty concédé par Eduardo Camavinga (2-1, 36<sup>e</sup>).

Dans la foulée, Raphinha, très en jambes, marquait un troisième but d'une tête magistrale sur un long centre tendu tout aussi impressionnant de Jules Koundé (3-1, 39<sup>e</sup>). Et Alejandro Baldé inscrivait un



quatrième but durant un temps additionnel rallongé sur un contre parti d'un corner castillan (4-1, 45<sup>e</sup> + 10).

La seconde période a débuté de la même manière que la première : avec des occasions nettes à la pelle.

Si la volée Rodrygo n'a trouvé que le poteau (47<sup>e</sup>), en face, Raphinha n'avait pas besoin de se régler pour marquer le cinquième but catalan sur une nouvelle transition. Avant d'ajuster Courtois, l'ex-Rennais a pris le temps de crocheter un Tchouaméni dépassé (5-1, 48<sup>e</sup>). Le rythme soutenu comme jamais de cette rencontre a ralenti à partir du moment où le Barça a été réduit à dix, à la suite de l'ex-

pulsion de Wojciech Szczesny, venu à la rencontre de Mbappé à l'extérieur de sa surface (56<sup>e</sup>). Si Rodrygo a réduit l'écart sur le coup franc qui a suivi, aidé par une légère faute de Inaki Pena (2-5, 60<sup>e</sup>), le Real a ensuite éprouvé beaucoup de difficultés à déstabiliser

le groupe de Hansi Flick. Le Real tenait l'occasion de revenir à hauteur de son grand rival au nombre de victoires en Supercoupe d'Espagne, mais le Barça a fini par reprendre un peu d'avance (15 contre 13 pour l'équipe de Madrid).

**Avec lequipe.fr**

## Lutte Zarco envoie Gris Bordeaux... à la retraite



**Par Amadou Mbodji**

«Si jamais Zarco terrasse Gris Bordeaux, ce dernier va définitivement quitter l'arène. D'ailleurs, il l'a lui-même dit, car son adversaire ne doit pas être un frein pour lui...» Ces mots de l'ancien «Tigre» de Fass, Moustapha Guèye, devraient occuper les débats chez des amateurs de lutte, les prochains jours. En effet, le 3<sup>e</sup> «Tigre» de Fass n'a finalement rien pu faire, ce dimanche à l'Arène nationale. Gris Bordeaux a subi la force, l'audace et la technique du champion de Grand-Yoff. Dans un combat qu'il a totalement maîtrisé, Zarco va réussir un croche-pied qui envoie son adversaire à terre, pour ne pas dire à la retraite. Car, à 44 ans, avec un bilan de 11 victoires, 11

défaites et 2 sans verdict, il faudra beaucoup de courage au champion de Fass pour revenir dans l'arène. Surtout que la dernière victoire du 3<sup>e</sup> «Tigre de Fass» remonte à près de dix ans, contre Mouhamed Ndao «Tyson».

En face, il y a aussi la vague montante de jeunes lutteurs dont l'envie est de se faire une place dans la cour des grands.

Ce sera le cas de Zarco qui, avec cette victoire, reste dans sa dynamique de succès et peut désormais prétendre intégrer le cercle restreint des ténors de la lutte. Après avoir pris le dessus sur des lutteurs comme Baye Mandione, Ada Fass, Diène Kairé, Niang Bou Ndaw, le champion de Grand-Yoff enregistre une 12<sup>e</sup> victoire contre 5 défaites.

**ambodji@lequotidien.sn**

## BASKET Après le forfait de l'équipe masculine lors de la première journée L'incertitude plane sur la saison de la Jeanne d'Arc

**Par Woury DIALLO**

La saison 2024-2025 ne démarre pas de la meilleure des manières pour l'équipe de la Jeanne d'Arc. Pour la première journée du championnat, ce week-end, l'équipe masculine n'a finalement pas effectué le déplacement à Ziguinchor. La «Vieille Dame» a tout simplement déclaré forfait contre Asuc, ce samedi. Si certains ont évoqué des problèmes de moyens, d'autres parlent plutôt d'un souhait exprimé par la nouvelle équipe dirigeante d'un nouveau report de la première journée. En effet, après le départ en fin de saison dernière de Maïmouna Mbengue, Joseph Lopez occupe la présidence du club.



club de la «Vieille Dame», une réunion d'urgence est annoncée cet après-midi afin de trouver une solution. Autrement dit, les prochaines heures

seront forcément déterminantes pour l'avenir du club mythique du basket sénégalais.

**wdiallo@lequotidien.sn**

## Les menaces de démission du coach

Si l'équipe féminine a pu jouer et remporté son match contre Ucad Sc (59-38), la tension était au maximum du côté du staff et joueurs chez les Hommes. D'ailleurs, *Le Quotidien* a appris que l'entraîneur, Momo Sène, aurait fait part de sa démission. En attendant de connaître l'évolution de la situation au sein du

## Afrobasket Féminin 2025 Les dates de la compétition dévoilées !

Les dates de l'Afrobasket féminin 2025 ont été confirmées par la Fiba Afrique.

La 27<sup>e</sup> édition prévue en Côte d'Ivoire se déroulera du 25 juillet au 3 août 2025.

Le choix de la capitale ivoirienne a été confirmé par

l'instance dirigeante du basketball africain.

Les pays déjà qualifiés pour cette messe africaine de basket sont la Côte d'Ivoire (hôte), le Nigeria (champion en titre), le Sénégal et le Rwanda.

COUPE CAF Victorieux de l'Asec (1-0)

## Le Jaraaf fait un grand pas vers la qualification

**Contraint de gagner en match comptant pour la 5e journée de la Coupe Caf (Caf), pour ne pas compromettre ses chances de qualification, le Jaraaf a finalement réussi son pari. Le club de la Médina a battu l'Asec (1-0) pour prendre la deuxième place de la Poule C.**

Le Jaraaf de Dakar a battu (1-0) l'Asec d'Abidjan en match comptant pour la 5<sup>e</sup> journée de la Coupe de la Confédération africaine de football (Caf), au Stade Maître Abdoulaye Wade de Diamniadio.

La rencontre a démarré avec du rythme et de l'intensité. Le Jaraaf de Dakar prend l'ascendant sur le jeu, avec un bon Abdoulaye Faty.

Très virevoltant, l'attaquant du Jaraaf donne du fil à retordre à la défense de l'Asec Mimosas.

Toutefois, la domination de l'équipe de la Médina ne donne pas les résultats escomptés jusqu'à la 26<sup>e</sup> mn où elle trouve la faille. Sur un corner, bien placé, Abdoulaye Oualy envoie le ballon de la tête au fond des filets.

Il ouvre ainsi le score devant les rares spectateurs présents car le match se déroule sans

public, à cause de la sanction deux matchs à huis clos infligée au Jaraaf.

Après l'ouverture du score par le représentant du Sénégal, le match baisse d'intensité. Le score n'évolue pas jusqu'à la mi-temps.

En seconde période, les Ivoiriens reviennent avec de meilleurs arguments. Ils dominent, sans se créer des occasions. L'entraîneur du Jaraaf, Malick Daff, réagit en densifiant son milieu. Les nombreux changements des deux équipes ne permettent pas au score d'évoluer jusqu'à la fin.

Avec ce deuxième succès d'affilée, le Jaraaf fait un grand pas vers la qualification pour les quarts de finale, prenant ainsi la deuxième place de la Poule C avec 8 points.

### L'Usm Alger en quarts

Assurés de terminer aux deux



premières places, les Algériens vont recevoir tranquillement le Jaraaf, lors du dernier match de poule.

L'Usm Alger s'est qualifiée à la faveur de son triomphe, 2-1, à

Francistown, devant les Botswanaïens d'Orapa United. Le Sénégalais Sekou Gassama a ouvert la marque à la 14<sup>e</sup> avant que Houssam Ghacha ne mette définitivement à l'abri les «Rouge-

Noir» à la 60<sup>e</sup>. Dans les arrêts de jeu, le rentrant Kamogelo Moloï réduisait le score pour les hôtes, déjà éliminés (2 points).

[wdiallo@lequotidien.sn](mailto:wdiallo@lequotidien.sn)  
(Aps)

### LIGUE 1 Après sa victoire sur Teungueth Fc (1-0)

## L'Us Gorée enchaîne

L'Union sportive de Gorée a battu samedi (1-0) Teungueth Fc, au Stade Djagaly Bagayogo de Grand-Yoff, gardant ainsi son fauteuil de leader, lors de la 11<sup>e</sup> journée de Ligue 1.

L'unique but de la rencontre a été inscrit par Ousmane Mbengue à la 52<sup>e</sup> mn. Les insulaires enchaînent et conservent la première place du classement de Ligue 1.

Avec cette défaite, le champion sortant, Teungueth Fc, enregistre son troisième revers de la saison et le deuxième d'affilée. Les Rufisquois risquent

de vivre une semaine agitée avec ce faux-pas.

L'équipe de Wally Daan a conservé sa deuxième place, en infligeant (1-0) à la Sonacos sa deuxième défaite consécutive. Oslo a enchaîné avec une deuxième victoire, en battant (1-0) Hlm. Avec cette victoire, Oslo prend provisoirement la troisième place avec 17 points. L'Union sportive de Ouakam a enfoncé (1-0) la lanterne rouge Jamono de Fatick. Les Ouakamoïses s'éloignent avec ce résultat du bas du classement et sont 10<sup>èmes</sup> au classement.

Dakar Sacré Cœur (Dsc) a concédé le nul devant la Linguère de Saint-Louis. Au Stade Lat Dior de Thiès, Génération Foot a pris le dessus sur Ajel de Rufisque (1-0). Pour rappel, le match opposant l'As Pikine à Guédiawaye Fc est reporté ; tout comme celui de Jaraaf-Casa Sports.

Avec Aps

### Résultats

Gorée-Tengueth Fc : 1-0,  
Dakar Sacré-Cœur-Linguère : 0-0, Sonacos-Wally Daan : 0-1, Oslo-Hlm : 1-0, Jamono- Uso : 0-1, Génération Foot-Ajel de Rufisque : 1-0

### Avant-dernière de Ligue 1

## La Linguère se sépare à l'amiable de son entraîneur

La Linguère de Saint-Louis a annoncé, samedi soir, s'être séparé à l'amiable de son entraîneur principal, El Hadji Massamba Cissé. Dans un communiqué parvenu à l'Aps, la Linguère explique que la décision de se séparer de son entraîneur principal s'inscrit dans sa «volonté de maintenir la dynamique sportive du club et répondre aux aspirations des supporters».

Au-delà de cette mesure, l'équipe de football annonce également son intention de procéder à un «réaménagement de son staff technique», ajoute le texte.

El Hadji Massamba Cissé est arrivé durant l'intersaison à la Linguère, en août 2024, après avoir signé un contrat de deux ans avec le club phare de la ville tricentenaire. Il a été aussi ancien entraîneur de l'As Pikine et du Stade de Mbour.

Les «Samba Linguère» ont disputé 11 matchs depuis le début de la saison. Ils ont enregistré une victoire, quatre défaites et six matchs nuls. La Linguère a encaissé 12 buts et en a marqué 8. Elle est actuellement 15<sup>e</sup> et avant-dernière du classement de Ligue 1.



LES EDITIONS  
DU QUOTIDIEN

**MADIAMBAL RACONTE LA QUÊTE DU RÊVE AMÉRICAIN PAR LA ROUTE DU NICARAGUA.**

DISPONIBLE EN LIBRAIRIE ET POINTS DE VENTE

Librairie 4 Vents  
Librairie Clairafrique  
Librairie L'Harmattan  
Boutique Beau Concept

Prix de vente  
**10 000 FCFA**

**Madiambal DIAGNE**

# Le Dîner à la Maison Blanche Attendra

**KÉTHIEL, C'EST UNE HISTOIRE DE VIE DE TOUT MIGRANT.**

le Quotidien

COMMANDEZ VOTRE EXEMPLAIRE AU

78 687 28 03 / 76 573 87 68  
77 394 09 08 / 76 785 98 00

**SCANNEZ MOI**

